



GROUPES DE TRAVAIL issus du CHSCT- M : déclaration des représentants CGT ET SM

Lors du dernier CHSCT ministériel, deux organisations syndicales (FO et UNSA) ont voulu faire voter, sans en avoir discuté préalablement avec les autres représentants du personnel, une motion appelant au menottage systématique des détenus dit violents. Nous n'avons pas voulu cautionner cette proposition, que l'administration a d'ailleurs rejetée. Ce refus a provoqué la fin précipitée de l'instance, au grand soulagement de ces organisations d'ailleurs dont les représentants n'assument pas leurs propres idéologies.

Nouvelle réunion, qui rassemble un groupe de travail sur la prévention des phénomènes de violences. Sujet ô combien sérieux et qui touche un grand nombre de collègues dans les 3 administrations de la justice.

Et nouveau coup de théâtre, les représentants de ces mêmes organisations ont décidé de simuler une prise d'otage par une personne violente menottée à l'avant, et non à l'arrière, proposé au CHSCT-M.

Résultat : ce coup d'éclat a été l'argument pour l'administration de quitter la réunion ! Sensiblerie mal placée ?

Pour les représentants CGT et SM, **Il faut rester d'autant plus sérieux que l'administration traîne les pieds**, et évite la discussion en revenant sans cesse sur la méthodologie à employer.

Les représentants CGT et SM choisissent le travail de fond plutôt que le théâtre d'improvisation.

Les représentants CGT et SM privilégient l'intérêt des agents et pas la communication.

Les représentants CGT et SM sont clairs dans leurs demandes. Nous voulons :

=> **que l'administration intègre les suicides de son personnel comme indicateur** (cela n'est pas fait jusqu'à présent) ;

=> **aborder les violences provoquées par l'administration elle même ;**

=> **que le groupe de prévention des violences puisse avancer** et que les travaux puissent enfin aboutir (depuis 3 ans...) ;

=> **un protocole sur la prévention des violences internes et externes** qui corresponde à la réalité générique subie par chacun d'entre nous dans nos établissements respectifs.

Nous attendons des réponses claires et concrètes aux violences, externes ou internes, que nos collègues subissent quasi quotidiennement, notamment dans les établissements pénitentiaires.

Stop au coup d'éclat permanent ! Oui à la prévention !

Paris le 4 novembre 2019

Élus CGT et SM au CHSCTM du ministère de la Justice